



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARR2025616

Objet :

REGLEMENTATION PROVISoire DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

DEMANDEUR : LH LAURENT HENNION – 109 IMPASSE JULES PAGEZY – 30220 AIGUES-MORTES
TEL. : 06.13.49.00.29 **MAIL :** laurenthennion30@gmail.com

FACTURATION : LH LAURENT HENNION – 109 IMPASSE JULES PAGEZY – 30220 AIGUES-MORTES
TEL. : 06.13.49.00.29 **MAIL :** laurenthennion30@gmail.com

ENTREPRISE : LH LAURENT HENNION – 109 IMPASSE JULES PAGEZY – 30220 AIGUES-MORTES
TEL. : 06.13.49.00.29 **MAIL :** laurenthennion30@gmail.com

PROPRIETAIRE : COMMUNAUTE DE COMMUNES TERRE DE CAMARGUE (CCTC) – 13 RUE DU PORT
– 30220 AIGUES-MORTES
TEL. : 06.30.46.97.20 **MAIL :** d.rodriquez@terredecamargue.fr

DEMANDE ENREGISTREE : LE 24 juillet 2025

LIEU DES TRAVAUX : QUAI DES CROISADES - ROUTE DEPARTEMENTALE 979 – 30220 AIGUES-MORTES

NATURE DES TRAVAUX : ENTRETIEN DES ESPACES VERTS – TAILLAGE DE HAIES

DUREE DES TRAVAUX : LUNDI 04 AOUT 2025 ET MARDI 05 AOUT 2025

MESURES PARTICULIERES : CHANTIER MOBILE – STATIONNEMENT DE D'UN CAMION

Le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire
Vu le Code de la Sécurité intérieure pris notamment en ses articles L131-1 et L 511-1
Vu le Code de la Justice Administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,
Vu le Code Pénal, pris notamment en l'article R 610-5
Vu le code de la route, pris notamment en l'article R 411-26
Vu la loi n°83-8 du 07 Janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
Vu la loi n°82-213 du 02 Mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités locales,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifiée, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,
Vu la circulaire n° 86-230 du ministère de l'Intérieur relative à l'exercice des pouvoirs de police par le maire,

Hôtel de Ville - Place St Louis
30220 AIGUES MORTES
Tel. 04.66.73.90.90.
www.ville-aigues-mortes.fr

ARR2025616 daté du 28 juillet 2025

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – Livre I – 1ère et 8ème parties, relative à la signalisation temporaire,

Vu l'arrêté municipal N°2009-155 en date du 8 avril 2009 portant réglementation sur l'occupation du Domaine Public pour Travaux,

Considérant la délibération n° DCM/2023-27/3.5/13-04 prise le 13 avril 2023, modifiant la délibération n° DCM/2017/88/7.1/22-11/9 du 22 Novembre 2017, approuvant la mise en œuvre d'un règlement d'occupation du domaine public,

Considérant la demande formulée par la société LH LAURENT HENNION en date du 24 juillet 2025,

Considérant qu'il incombe à l'Autorité Municipale, dans le cadre de ses pouvoirs de Police de la circulation, de veiller à l'intérêt de l'ordre public et à la sécurité des usagers de la voie publique,

Considérant qu'en raison du déroulement des travaux de taillage des haies le long du quai des Croisades sur la route départementale 979, en agglomération, effectués par l'entreprise LH LAURENT HENNION, il y a lieu de restreindre la circulation à une voie à l'aide alternat par feux tricolores à cycle fixe, ou par signaux manuels K.10, sur cette voie,

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux de taillage de haies en agglomération et pour assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise et des usagers de la route, il y a lieu de réglementer la circulation.

ARRETE

Article 1 :

Dans le cadre des travaux de taillage de haies le long du quai des Croisades implanté sur la route départementale 979, en agglomération, la société LH LAURENT HENNION est autorisée à accéder et à stationner un camion sur la chaussée, la circulation de tous les véhicules sera temporairement réglementée dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable **lundi 04 août 2025 et mardi 05 août 2025 de 07h00 à 11h00.**

Article 2 :

La circulation de tous les véhicules s'effectuera sur une voie par alternat réglé avec des feux de chantier. Toutefois, si l'attente aux feux devait dépasser un cycle, le pilotage peut être assuré par les ouvriers à l'aide de panneaux K 10.

Article 3 :

La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, par l'entreprise LH LAURENT HENNION. Elle sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – Livre I – 1ère et 8ème parties, relative à la signalisation temporaire.

Article 4 :

La vitesse de tous les véhicules circulant dans l'emprise de la zone de chantier sera limitée à 30 km/h.

Article 5 :

Les dépassements sur l'emprise du chantier sont interdits quelles que soient les voies laissées libres à la circulation.

Article 6 :

Le responsable du chantier prendra toutes les dispositions nécessaires pour signaler, protéger et clôturer ce chantier.

Toutes les précautions devront être prises pour la protection et le libre passage des piétons, pour maintenir en permanence la chaussée et l'accotement en parfait état de propreté et pour éviter toute dégradation du domaine public.

Le non-respect de cette réglementation entraînera la responsabilité administrative et/ou judiciaire du responsable de chantier.

Article 7 :

Les droits des riverains demeureront préservés en ce qui concerne le libre accès à leurs immeubles.

Article 8 :

Au terme des travaux entrepris, les trottoirs, les enrobés, les amorces de mur et autres ouvrages ou équipements publics, le revêtement de la chaussée ainsi que la voie publique devront être remis dans leur état initial. Si des dégradations étaient apportées par les travaux engendrés durant la période ou constatés après le terme du chantier, leur remise en état initial, sera effectuée par et à la charge de l'entreprise selon les modalités d'exécution fixées par la commune.

Article 9 :

Le demandeur paiera la redevance selon le tableau ci-dessous.

Le montant du est calculé sur la base du droit d'occupation du domaine public consenti, qui ne pourra être modifié en cas de non-usage du domaine public sur toute la période demandée.

Occupation du domaine / restriction de voirie :	Jour/M ²		La Place/jour	
	1er mois	Au-delà	1er mois	Au-delà
<ul style="list-style-type: none">➤ Tous dépôts de matériaux (terre, sable, gravats, matériau de construction, ...)➤ Tous dispositifs de collecte ou stockage (benne, containers, caissons à déchets, ...)➤ Tous matériels de chantiers (bétonnière, machine à projeter – enduit, peinture, ...)➤ Tous véhicules (camion, nacelle, ...)➤ Restriction de voirie sans occupation matérielle (périmètre de sécurité, couloir de circulation...)	2,50 €	3,50 €		
<ul style="list-style-type: none">➤ Échafaudage, étau, échelle ou dispositif équivalent avec occupation au sol ou installation de chantier clôturé.	3,50 €	5,50 €		
<ul style="list-style-type: none">➤ Installations de bâtiments provisoires, bungalow ou bulle de vente.	3,50 €	5,50 €		
<ul style="list-style-type: none">➤ Neutralisation place de parking (payante ou non)			6,00 €	9,00 €

Le montant de la redevance due, au vu de la période consentie d'occupation du domaine public et des éléments communiqués par le demandeur, s'élève à : **35,00 euros**, détaillé comme suit :

- **Stationnement d'un camion de 7 m² pendant 2 jours = 35,00 euros**

Hôtel de Ville - Place St Louis
30220 AIGUES MORTES
Tel. 04.66.73.90.90.
www.ville-aigues-mortes.fr

ARR2025616 daté du 28 juillet 2025

Article 10 :

Le présent arrêté doit être affiché sur le chantier pendant toute sa durée.

Article 11 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Article 12 :

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,
Monsieur le Directeur Général des services,
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques Municipaux,
Madame la Capitaine, Commandante de la Communauté de Brigades de Gendarmerie de le Grau-du-Roi,
Madame la Commandante de Brigade de Gendarmerie d'Aigues Mortes,
Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale d'Aigues-Mortes, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 28 juillet 2025

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire,
et par délégation



Signé par : CHRISTOPHE BARONI
Date : 30/07/2025
Qualité : DGS